

Ce n'est pas un référendum qui résoudra les problèmes !

*Une allocution de Waldeck ROCHET, secrétaire général du Parti
Communiste Français, après l'allocution de De Gaulle :*

Le pouvoir actuel est très affaibli, de l'aveu même du général de Gaulle.

Le pouvoir est condamné à terme. Des millions de travailleurs manuels et intellectuels sont en grève. Les aspirations de tout un peuple à un véritable changement de régime ne cessent de grandir. Les négociations avec les organisations syndicales vont s'ouvrir, mais ce qu'attendent des millions de grévistes et leurs familles, c'est la satisfaction rapide de leurs revendications essentielles.

Sur le plan politique, le problème du pouvoir reste plus que jamais posé, le régime gaulliste a fait son temps, il doit s'en aller.

Pour répondre aux aspirations des travailleurs, des enseignants, des étudiants, il faut que l'Etat cesse d'être soumis aux monopoles capitalistes, ce qui exige des réformes de structures profondes.

C'est pourquoi le Parti Communiste Français, considérant qu'il faut franchir une étape vers le socialisme, propose, non seulement la nationalisation des grandes banques, mais aussi celles des grandes entreprises industrielles, faisant partie des monopoles qui dominent les secteurs-clés de l'économie.

Quant à nous, nous réclamons la gestion démocratique des entreprises nationales et l'établissement à tous les échelons de la vie économique d'un pouvoir de contrôle des travailleurs, à commencer par l'extension des attributions des comités d'entreprises et la libre activité de la section syndicale dans l'entreprise. Nous réclamons une réforme démocratique effective de l'Université. Je souligne que les communistes ne proposent pas des réformes de structures dans le but d'enterrer sous des phrases confuses les revendications essentielles des travailleurs, telles que l'augmentation des salaires, la réduction progressive du temps de travail, l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale, le plein emploi pour tous.

Contrairement aux affirmations de certains gauchistes se réclamant de l'anarchie, les revendications ne sont nullement dépassées et peuvent être satisfaites sans retard.

Pour changer complètement de politique et réaliser de véritables réformes de structures, il faut en finir avec le pouvoir des monopoles, avec le pouvoir gaulliste et promouvoir un gouvernement populaire s'appuyant sur la volonté du peuple.

Le Parti Communiste qui est prêt à prendre sa place dans un tel gouvernement, n'a cessé de proposer aux autres partis de gauche et organisations démocratiques, un accord sur la base d'un programme commun de gouvernement. Ce n'est pas de notre faute si cet accord n'a pas encore été réalisé.

C'est pour qu'un tel objectif puisse être atteint rapidement que le Parti Communiste invite à la création de nombreux comités d'action, pour un gouvernement populaire et d'union démocratique.

Le 24 mai 1968.

